



Articles

- 1** Éditorial : Ce n'est qu'un début (de millénaire) continuons... (le débat ?), par **Benoît Van Keirsbilck**
- 10** Aide à la jeunesse : quelle(s) rencontre(s) avec le(s) public(s) d'origine immigrée ?, par **Isabelle Delens-Ravier**
- 21** Adolescentes musulmanes : dissonance culturelle et négociation des valeurs, par **A. Manço, L. Es Safi et N. Bak**
- 30** Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse Rapport 1997-2000, par **Benoît Van Keirsbilck**

Documents

- 33** *Extraits du Rapport d'activité de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse*
- 37** *Avis n° 54 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse relatif au rapport transmis par le groupe de travail établi par M^{me} la ministre Maréchal sur la psychiatrie et l'aide à la jeunesse*

**Page 3 à 9 :
Tables annuelles 2000**

Jurisprudence

Jurisprudence aide sociale

Cour d'Arbitrage - 3 mai 2000 Arrêt n° 51/2000

Minimum de moyens d'existence - Récupération - Différences entre les couples mariés et cohabitants - Discrimination (non)

Note de

Benoît Van Keirsbilck

38

Cour Trav. Liège 28 juin 2000

Minimex - Etudiant - Condition - Etudes - Recours aux débiteurs alimentaires - Peut être exercé par l'étudiant ou par le CPAS

Minimex - Etudiant - Résidence - Vivant en kot mais domicilié chez ses parents - Cas d'espèce - Compétence territoriale du CPAS - CPAS du lieu du domicile

43

Jurisprudence civil et familial

Bruxelles (16^{ème} Ch.) 7 avril 2000

Contribution alimentaire - Indexation contractuelle - Arriérés - Absence de réclamation - Pas de renonciation - Prescription - Article 2277 du Code civil

40

Liège (1^{ère} Ch.) - 5 juin 2000

Contribution alimentaire - Filiation paternelle non établie - Article 336 du Code civil - Mode d'introduction de la cause - Article 338, § 1er, du Code civil - Citation injustifiée - Article 337 du Code civil - Action introduite douze ans après la naissance de l'enfant - Naissance d'un autre enfant - Justes motifs

40

J.P. Courtrai (2^{ème} canton) 9 mars 1999

Malades mentaux - Demande de désignation d'un administrateur provisoire - Demande en vue de la gestion des revenus, dépenses et avoir d'épargne - Affirmation que la personne à protéger n'est pas incapable de « gouverner sa personne » - Possibilité de demander la mise sous statut de minorité prolongée

45

Jurisprudence droit scolaire

Namur (8^{ème} Ch., réf.) 7 avril 2000

Droit scolaire - Puntition - Compétence du juge des référés

Commentaire de
Jean-Marie Dermagne

42

